



## Préambule :

Ce règlement s'inscrit dans le respect des principes énoncés dans la « charte des droits et liberté de la personne accueillie » et en particulier le droit reconnu à l'usager en terme de protection, d'égalité, de probité et de respect.

**Article 1 :** le présent règlement de fonctionnement est arrêté par le conseil d'administration de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public d'Eure et Loir (ADPEP 28), après consultation du conseil de vie sociale.

**Article 2 :** ce règlement est remis à toute personne accueillie au DAME, ou à son représentant légal. Affiché dans les locaux ou à disposition des professionnels exerçant dans l'établissement, il est remis à toute personne qui intervient, à titre de salarié ou d'agent public, à titre libéral ou bénévolement.

**Article 3 : Mission :** Le DAME BORROMEI DEBAY accueille 92 enfants et adolescents âgés de 6 à 15 ans présentant des Troubles Graves des Fonctions Cognitives et/ou des Troubles du Spectre de l'Autisme. Le projet d'établissement permet, dans la limite de ses moyens, de proposer des projets personnalisés d'accompagnement permettant à chacun d'utiliser et de développer ses capacités. Pour ce faire, des actions éducatives, pédagogiques et thérapeutiques décrites dans le projet d'établissement sont mises en œuvre.

**Article 4 : Admission :** les enfants sont admis à partir d'une proposition notifiée aux représentants légaux par la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA). En règle générale, les familles ont visité préalablement l'établissement (présentation du projet d'établissement, exemples de projet personnalisés d'accompagnement, visite des locaux...) avant que la procédure d'admission soit mise en place. Plus amplement décrite dans le projet d'établissement, l'admission se réalise à partir d'un entretien de la famille avec l'équipe de direction, avec le médecin psychiatre en présence de l'enfant, d'une rencontre avec l'assistant social. Elle a pour objectif de permettre à la famille de valider son choix et pour l'établissement de déterminer les premières pistes d'élaboration du projet personnalisé de l'enfant. Hormis un dépassement d'effectif ou un diagnostic médical signifiant que les réponses pouvant être apportées par l'établissement ne correspondent pas aux besoins de l'enfant, le directeur ne peut s'opposer à la demande de la famille et prononce l'admission demandée.

## Article 5 : droits des usagers et de leurs représentants :

### - libre choix

De la même façon que lors de l'admission, l'établissement associe les familles et l'enfant à l'élaboration du projet personnalisé d'accompagnement de l'enfant en le transmettant par écrit à la famille et s'assure de sa compréhension. Une réunion de co-construction de projet, au minimum annuelle, permet d'évaluer la mise en œuvre du projet personnalisé et éventuellement d'y apporter des modifications (d'objectifs ou de moyens). Cette réunion associe l'ensemble des professionnels intervenant auprès de l'enfant/adolescent ainsi que l'enfant/adolescent lui-même et ses représentants. Enfin un bilan écrit est transmis en fin d'année. L'établissement organise toutes les rencontres nécessaires permettant d'affiner ou de réguler le projet de l'enfant/adolescent, cela soit à la demande de la famille ou des professionnels.

### - Confidentialité des informations concernant les enfants et les adolescents

L'ensemble du personnel de l'établissement est tenu de respecter la confidentialité des informations dont l'exercice de ses fonctions l'amène à avoir connaissance soit par l'intermédiaire de l'enfant/adolescent, de ses parents ou représentants ou dans le cadre du « secret partagé » si celles-ci sont considérées comme nécessaires à une meilleure compréhension des besoins.

Les informations écrites concernant chaque enfant sont classées dans son dossier administratif ou médical. Le dossier médical est conservé dans une armoire fermée dont l'accès est soumis à l'autorisation du médecin. L'ensemble de ces informations sont par ailleurs informatisées.

### - accès aux dossiers (décret n° 2002-637 du 29 avril 2002)

Le dossier administratif peut être consulté sur place par l'ensemble des personnels engagés par l'obligation de respect du secret professionnel. Sur demande écrite de l'utilisateur ou de son représentant il peut être également consulté sur place.

L'accès au dossier médical pour les usagers et leur représentant est prévu avec un accompagnement décrit dans le décret cité précédemment.

### - association à l'organisation de l'établissement

Les enfants et leurs représentants sont associés au fonctionnement de l'établissement par leur représentation et la gestion du conseil de la vie sociale qui se réunit au minimum trois fois par année scolaire.

### - contrat de séjour

Le contrat de séjour est un document réglementaire validé par le conseil d'administration de l'association gestionnaire. Il décrit les modalités pratiques de l'accueil de l'enfant ainsi que les engagements et les responsabilités de chacune des parties signataires. Le projet personnalisé d'accompagnement décrit les objectifs des actions mises en œuvre chaque année pour l'enfant. En cela, il constitue un avenant au contrat de séjour qui est révisé lorsque nécessaire.

## **Article 6 : usages des locaux**

Les locaux sont destinés exclusivement à un usage collectif et professionnel pour réaliser les accueils et accompagnements des enfants et de leurs représentants. L'association peut également les utiliser ainsi que des partenaires institutionnels tels que l'éducation nationale (ex : formation d'AESH).

L'accès et l'utilisation des locaux sont réservés au personnel, usagers et leurs représentants. Il s'organise dans le respect de chacun et pour garantir la sécurité.

## **Article 7 : les transports**

L'accueil au DAME comprend les déplacements du domicile à l'établissement aller et retour. Les modalités de réalisation de ces transports sont précisément décrites dans le contrat de séjour afin de tenir compte et favoriser l'acquisition de la plus grande autonomie possible de l'enfant/adolescent, d'obtenir les différentes autorisations des représentants légaux pour leur mise en œuvre.

Il en est de même pour les déplacements nécessaires pour la réalisation du projet personnalisé d'accompagnement, notamment pour se rendre à des temps de scolarisation individuelle au sein de classe ordinaire.

En dehors de ces situations particulières soumises à l'autorisation expresse des représentants légaux, les transports sont réalisés avec des véhicules de l'établissement conduit par des personnels salariés du DAME (sorties, activités sportives, transferts,...) ou par des transporteurs conventionnés sélectionnés à partir d'un appel d'offre garantissant un service respectueux de la législation au meilleur tarif. Ces mêmes modalités sont utilisées pour les accompagnements réalisés au titre du suivi de scolarisation.

Le DAME respecte les consignes d'interdiction préfectorale dès qu'il en a connaissance.

## **Article 8 : les transferts**

Le DAME BORROMEI DEBAY peut organiser des transferts partiels d'établissement pendant et en dehors de l'année scolaire. L'encadrement est assuré par les éducateurs et les enseignants (pendant l'année scolaire) qui travaillent habituellement avec les enfants concernés. Sauf contre-indication médicale, ces temps d'activités sont obligatoires du fait de leur inscription dans le projet pédagogique et éducatif du groupe.

## **Article 9 : interruption et reprise des prestations**

En cas d'interruption non justifiée de la prise en charge ou de l'accompagnement, les modalités de reprise sont les suivantes :

- Prise de rendez vous avec le directeur de l'établissement suivi éventuellement d'un rendez vous avec le médecin psychiatre.
- Demande d'une nouvelle notification de la MDA selon nécessité

## **Article 10 : mesures d'urgence, de sécurité et obligations de chacun**

Les mesures d'urgence et de sécurité sont celles de la législation en vigueur concernant les locaux accueillant les usagers et leur transport.

Les faits de violence sur autrui sont passibles des condamnations énoncées au code pénal et susceptibles d'entraîner des procédures d'enquêtes administratives, de police et de justice. Les mesures de protection des personnels dénonçant des faits de violence sur autrui dont ils sont témoins dans l'exercice de leur fonction sont celles prévues par la loi.

Les obligations de chacun concernent le respect des modalités de prise en charge décrites dans le contrat de séjour et le projet personnalisé d'accompagnement, documents co-construits avec les familles ou les représentants légaux à savoir :

Pour l'établissement :

- Le respect des personnes accueillies
- L'information des familles des modifications d'emploi du temps de leur enfant
- L'accueil des usagers et de leurs représentants dans des locaux adaptés et conformes à la législation en vigueur.

Pour les usagers et leurs représentants :

- Le respect des personnels et des équipements de l'établissement
- Le respect des horaires
- L'information de l'établissement en cas d'absence de l'enfant et la production d'un certificat médical pour justifier d'une absence supérieure à deux jours.

## **Article 11 : les responsabilités**

Pour les enfants et les adolescents accompagnés par le DAME, la responsabilité de l'établissement et celle des personnes titulaires de l'autorité parentale est organisée en fonction des autorisations qui sont délivrées par ces derniers lors de la signature du contrat de séjour, du projet personnalisé d'accompagnement et des différentes autorisations qui l'accompagnent : autorisation de soin, de déplacement, droit à l'image, participation aux activités habituelles et exceptionnelles...

L'établissement s'engage à organiser les activités et la surveillance des enfants pour garantir leur sécurité et les conditions optimales d'apprentissage et de développement de leur autonomie.

## **Article 14 : assurances**

Le DAME BORROMEI DEBAY souscrit une assurance auprès de la MAIF qui couvre sa responsabilité, la protection des personnes et des biens pour l'ensemble des activités qu'il organise.

Ce règlement a été adopté par le conseil d'administration de l'association départementale des pupilles de l'enseignement public lors de sa séance du 30 novembre 2020 pour une entrée en vigueur immédiate.